

266 000 emplois menacés dans le milieu associatif

SOCIAL. Les associations tirent la sonnette d'alarme. Crise économique oblige, les subventions publiques et les donations des particuliers s'effondrent. Des centaines de milliers d'emplois pourraient être supprimés.

LE MILIEU ASSOCIATIF est en danger ! Les difficultés économiques qu'il rencontre actuellement sont telles qu'on assiste à une vague sans précédent de fermetures de structures. L'Assemblée nationale a même voté fin mai la création d'une commission d'enquête chargée « d'étudier les difficultés du monde associatif dans la période de crise actuelle, [et de] proposer des réponses concrètes ».

« C'est un plan social géant qui ne dit pas son nom, s'alarme Didier Minot, du Collectif des associations citoyennes (CAC). Si aucune disposition sérieuse n'est prise, nous allons assister à un véritable effondrement du réseau associatif dans les trois années à venir ! » Avec toutes les conséquences que cela pourrait avoir sur l'emploi. Car si le 1,3 million d'associations françaises s'appuie sur plus de 16 millions de bénévoles, 183 000 d'entre elles ont recours à plus d'un million d'équivalents temps plein (EPT). Or, faute de moyens suffisant, 25 000 de ces emplois seraient directement menacés cette année, 65 000 l'année prochaine, 80 000 en 2016 et encore 96 000 en 2017.

Au total, c'est donc plus de 266 000 emplois qui sont menacés de disparition dans les quatre années à venir. « C'est tout le paradoxe de cette situation, reprend Didier Minot. Beaucoup d'associations ont pour fonction d'accompagner des personnes en difficulté. Sauf qu'aujourd'hui, la situation économique est telle que ses mêmes associations sont elles aussi touchées de plein fouet. » Et ce alors qu'elles assurent une part de plus en plus grande des



La diminution drastique des subventions publiques allouées aux associations françaises décourage celles-ci d'embaucher davantage. Faute de moyens, les plus petites seront contraintes de mettre la clé sous la porte. (Sophie Brandstorm)

missions de service public qui incombait auparavant à l'Etat.

Comment en est-on arrivé là ? En premier lieu à cause d'une diminution drastique des subventions et des commandes publiques. Cette année, l'enveloppe va baisser de 1,5 Md€. Et le phénomène va prendre de l'ampleur : 5,2 Mds€ de moins en 2015, 9,20 Mds€ en 2016 et 13,4 Mds€ en 2017, estime le CAC. Soit un total de près de 30 Mds€ de manque à gagner, sur quatre ans ! « Si la plupart des grandes structures devraient pouvoir affronter la tempête, les plus petites, elles, seront obligées de met-

tre la clé sous la porte », commente Vincent Godebout, délégué général de Solidarités nouvelles face au chômage (SNC)*.

L'objectif de cette association est de proposer aux chercheurs d'emploi un soutien personnalisé grâce à un réseau d'accompagnateurs bénévoles. « Nous sommes en première li-

gne sur ces questions, raconte cet ancien du Secours catholique. Notre association a notamment mis en place le dispositif Emplois solidaires, qui chaque année finance dans leur totalité entre 100 et 150 emplois directement dans des associations. Or la demande de postes à pourvoir a largement baissé ces dernières années. »

« Pas une semaine ne passe sans qu'un de nos donateurs n'interrompe ses versements pour pouvoir aider un proche »

Vincent Godebout, délégué général de Solidarités nouvelles face au chômage

Pour ce spécialiste du milieu associatif, la raison est évidente : les associations n'ont plus aucune visibilité sur leur avenir. Pourquoi embaucher des personnes supplémentaires si c'est pour être obligé de s'en séparer quelques mois plus tard ? L'autre point noir des associations, c'est le montant des donations de particuliers qui diminue de façon inquiétante. « Là aussi, on l'observe directement chez nous, reprend Vincent Godebout. Pas une semaine ne se passe sans qu'un de nos donateurs n'interrompe ses versements au motif qu'il doit lui-même aider un proche. »

Le secteur associatif pèse pourtant d'un poids non négligeable dans l'économie du pays. « Avec un budget annuel de 85 Mds€, précise Viviane Tchernonog, chercheur au CNRS et spécialiste du milieu associatif, les associations contribuent à elles seules pour 3,2 % du PIB. »

ERWAN BENEZET

* www.snc.asso.fr.